

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT EST DISPOSÉ À RÉTABLIR LA COMMISSION HALL SUR LA LOI DES ENQUÊTES

L'hon. Monique Bégin (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Puisque ce dernier dit attacher une telle importance au meilleur programme qui existe au Canada, savoir, l'assurance-santé, et que le juge Hall, qui n'a reçu du nouveau gouvernement qu'un simple contrat de service sans aucun des outils requis pour tenir des audiences publiques et convoquer des témoins, a dit à la Conférence nationale *SOS Medicare* qu'il en avait besoin pour ce faire, le ministre est-il maintenant disposé à recommander au cabinet de restaurer la Commission Hall sur la loi des enquêtes, laquelle commission n'existe pas malgré toutes les belles paroles du ministre?

[Traduction]

L'hon. David Crombie (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le député a déjà soulevé ce spectre à quelques reprises. A mon avis, ce n'est pas particulièrement utile car, comme je l'ai fait remarquer auparavant, le juge Hall a à sa disposition tout ce qu'il lui faut pour mener cette étude à bon terme. Les instruments dont se sert à l'heure actuelle le juge sont ceux qu'il a demandés. S'il tient à en avoir d'autres, il lui suffit de le demander. J'accepte les conseils du juge Hall, et je recommanderai à tout député de la Chambre d'en faire autant.

* * *

CANADA AU TRAVAIL

LA PRISE EN CONSIDÉRATION DES DEMANDES D'AIDE

L'hon. Allan J. MacEachen (Cape Breton Highlands-Canso): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Voudrait-il jeter un coup d'œil sur les demandes d'aide, dans le cadre du programme Canada au travail, qui n'ont pas encore été approuvées? Puis-je lui conseiller de régler le cas de toutes les demandes de la Nouvelle-Écosse qui traînent sur son bureau, y compris celles de la circonscription de Cape Breton Highlands-Canso, avant de partir pour sa circonscription aujourd'hui?

● (1200)

L'hon. Ron Atkey (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je règle chaque jour le cas de tous les projets que me soumettent les députés. Je suis très heureux de pouvoir dire au député d'en face que tous les projets de Canada au travail, qui ont été reçus et sur lesquels des députés et d'autres intéressés ont exprimé leurs vœux, seront approuvés d'ici la fin de la semaine prochaine, j'espère.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, cela me fait plaisir de l'entendre dire du ministre. Cela semble démentir ce qu'on m'a rapporté, à savoir qu'un certain nombre de demandes émanant de ma circonscription se trouvent depuis plusieurs jours sur son bureau, qu'il s'est empressé d'approuver en Nouvelle-Écosse des demandes émanant de circonscriptions acquises au gouver-

Questions orales

nement, mais qu'il met beaucoup de temps à répondre aux demandes émanant de circonscriptions représentées par des députés n'appartenant pas au gouvernement. J'espère qu'il va pouvoir dissiper mes craintes à ce sujet.

Des voix: Oh, oh!

M. Atkey: Monsieur l'Orateur, comme le député d'en face le sait pertinemment, le processus de consultation est fort complexe.

Des voix: Oh, oh!

M. Pepin: Il l'est vraiment maintenant.

M. Atkey: Peut-être, comme sous l'ancien gouvernement, le processus requiert effectivement de très nombreuses consultations. Bien que j'ai reçu des commentaires très utiles de la part de différents députés qui ont eu la chance de représenter des circonscriptions qui ont bénéficié d'une allocation, le processus de consultation demande néanmoins davantage que cela. J'agirai avec rapidité une fois ces formalités terminées.

* * *

[Français]

L'UNITÉ NATIONALE

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE—ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT ENTEND ÉTABLIR LES RÈGLES DU JEU DANS SES RAPPORTS AVEC LE QUÉBEC

M. Yvon Pinard (Drummond): Ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Elle se rapporte à la plainte formulée par le premier ministre du Québec hier, et à ce sujet, le très honorable premier ministre, ce matin, en conférence de presse, a déclaré ce qui suit, et je cite:

C'est possible que M. Lévesque choisisse d'entretenir une confrontation continue avec Ottawa. Si on décide de participer à cette confrontation, c'est nous qui allons établir les règles du jeu.

Monsieur le président, est-ce que, par son inaction chronique en tout ce qui touche le Québec depuis 6 mois qu'il est au pouvoir, le très honorable premier ministre entend ainsi établir les règles du jeu? Est-ce qu'il ne réalise pas que ce qu'il est en train de faire, savoir, pénaliser et provoquer toute la population du Québec, par son manque de compréhension à l'égard de la situation au Québec, et détruire tout le Canada?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je suis étonné de trouver un député des banquettes arrière de l'ancien gouvernement répéter des paroles indiquant un tel manque de succès dans l'unification du Canada pendant les 11 ans d'existence de l'ancien gouvernement. Il est essentiel pour nous d'aborder le problème différemment. Nous avons maintenant un gouvernement déterminé à changer la situation de conflit perpétuel entre le gouvernement d'Ottawa et celui du Québec sur la présence du gouvernement d'Ottawa dans la province de Québec, et sur la force du fédéralisme. Je crois que la force du fédéralisme a été vraiment démontrée au cours des élections partielles, à cause en particulier des activités de M. Claude Ryan, mais aussi grâce à l'attitude du gouvernement fédéral actuel.